

Appel du Mouvement Démocratie en Europe DiEM25 pour les élections législatives françaises

L'élection présidentielle française et les élections législatives qui la suivent ce mois-ci auront de profondes répercussions sur l'avenir de l'Europe et de ses institutions. En choisissant Emmanuel Macron pour Président de la République, les électeurs français ont clairement écarté la candidate d'un parti xénophobe et anti-européen. Mais un grand nombre d'entre eux l'ont fait pour empêcher l'arrivée au pouvoir d'un parti fascisant. Ce choix ne signifie pas pour autant un soutien aux politiques envisagées par le nouveau président.

De fait, bien qu'ayant appelé à voter Emmanuel Macron pour battre Marine Le Pen, DiEM25 France est en profond désaccord avec le projet pour l'Europe et la zone euro qui figure dans le programme du nouveau Président, notamment en ce qui concerne l'alignement sur les politiques d'austérité, nocives sur le plan économique et aux conséquences sociales catastrophiques, particulièrement pour les personnes les plus pauvres et les plus précarisées. La non-remise en cause des dispositions et traités qui rendent la zone euro structurellement dysfonctionnelle aura pour seul effet de prolonger, en l'aggravant, la situation désastreuse de l'Union Européenne, et de conduire à terme à sa désintégration. Sur le plan des politiques sociales, les projets de loi envisagés par le nouveau gouvernement français vont entraîner une régression pour la plupart des salariés et l'affaiblissement d'un dialogue social déjà insuffisamment développé.

Avec le résultat de l'élection présidentielle, les élections législatives deviennent un enjeu crucial. Dans la mesure où il n'est pas certain qu'un groupe politique soit assuré de disposer d'une majorité absolue à l'Assemblée, la composition du parlement sera déterminante pour la définition des politiques qui seront mises en œuvre dans les prochaines années, ainsi que pour le rôle que la France jouera sur les scènes européenne et internationale. Dans cette perspective, il est indispensable que puisse se constituer un groupe parlementaire progressiste, écologiste, humaniste et anti-austérité porteur d'une autre vision de l'Europe, et suffisamment fort pour peser sur les politiques proposées dans le cadre d'éventuelles alliances, ou pour combattre efficacement les projets régressifs d'un président néo-libéral.

Lors du premier tour de l'élection présidentielle, les forces porteuses d'une demande de renouvellement du projet européen pour plus de démocratie, de justice sociale et de responsabilité environnementale ont recueilli un grand nombre de voix qui, additionnées, dépassent les voix obtenues par le mouvement d'Emmanuel Macron. Dans le cadre des législatives, DiEM25 déplore la multiplicité des candidatures, qui risque d'empêcher ces forces d'être correctement représentées au Parlement et d'affaiblir le contre-pouvoir démocratique nécessaire face aux politiques néo-libérales prévues par le nouveau gouvernement.

C'est pourquoi nous demandons aux membres et sympathisants de DiEM25, ainsi qu'à tous les électeurs ayant voté pour des candidats progressistes, de se mobiliser autour des candidatures d'union partout où elles se sont mises en place. De même, **DiEM25 envisagera d'apporter son soutien aux candidats qui adhéreront à sa charte** et appellera les électeurs à voter pour eux. Et nous appelons à nous regrouper autour de ces mêmes candidats lorsqu'ils seront présents au second tour. **Cette charte, qui figure ci-dessous en annexe**, contient en particulier les objectifs auxquels tout candidat qui souhaite obtenir le soutien de DiEM25 devra adhérer, ainsi que les mesures qu'il/elle s'engage à promouvoir.

La campagne présidentielle a permis de mettre en évidence le grand nombre de citoyens français qui se sont exprimés en soutien des candidats progressistes porteurs d'une vision de l'Europe véritablement démocratique, solidaire, écologiste, et anti-austérité. En outre, l'extraordinaire vitalité des initiatives citoyennes, tant au niveau local que national, et la richesse de la société civile française constituent un potentiel de transformation sociale considérable, mais qui n'a pas de traduction politique unifiée. Au-delà des élections législatives, il est indispensable que ces forces progressistes se fédèrent et se coordonnent dans des initiatives et actions communes. Fort de son réseau de membres de multiples pays et de son projet progressiste paneuropéen, le mouvement Démocratie en Europe DiEM25 se propose d'accompagner cette dynamique et de l'aider à développer une véritable dimension européenne.

Mouvement Démocratie en Europe DiEM25 France

Site : <https://diem25.org/home-fr>

Page FaceBook : <https://www.facebook.com/Diem25France-1663586653896374/>

Charte du Mouvement Démocratie en Europe DiEM25 pour les législatives françaises

En adhérant à cette charte, nous faisons nôtres les valeurs et les objectifs de DiEM25, et nous nous engageons à tout mettre en œuvre pour que la France s'oppose à la désintégration de l'Union Européenne et contribue à la construction d'un projet européen véritablement démocratique, porteur d'une autre vision de l'Union, humaniste, solidaire, écologiste, et anti-austérité, pour plus de justice sociale. Plus particulièrement, nous nous engageons à promouvoir des initiatives et des mesures visant à instaurer ou renforcer :

- La transparence des institutions, des politiques et des processus de décision à tous les niveaux en France et en Europe ; la promotion des pratiques de démocratie participative et du référendum d'initiative populaire ; l'indépendance des agences et des organismes d'experts vis-à-vis des pouvoirs économiques et politiques ; le renforcement de la liberté et de l'indépendance de la presse et la protection des lanceurs d'alerte ; La promotion de la diversité et de l'égalité hommes/femmes et de genres dans toutes les institutions ;
- L'ouverture, l'accueil et l'intégration des réfugiés et des migrants par une politique migratoire commune et le respect du droit des réfugiés et du droit d'asile ; leur libre circulation sur le territoire de l'Union et le partage équitable de cet effort entre les pays ;
- La refonte radicale des politiques économiques et monétaires européennes et la réforme fondamentale de la gouvernance économique de l'Union et de la zone euro (New Deal européen) ; la régulation de la finance et l'harmonisation fiscale, l'organisation de la convergence économique ; la lutte contre l'évasion fiscale et la suppression des paradis fiscaux ; la restructuration et la mutualisation des dettes publiques ;
- Le développement de l'emploi, la lutte contre la pauvreté et l'harmonisation de la protection sociale ; la réduction des inégalités ; l'accès de tous aux biens et services essentiels (alimentation, logement, transport, énergie, éducation, santé, environnement viable...) et à un emploi rémunéré dans leurs pays et régions d'origine ; le partage des revenus du capital et l'instauration d'un revenu de base ;
- La transition écologique, le développement durable et la protection des biens communs matériels et immatériels ; la souveraineté énergétique en réorientant la politique budgétaire et les investissements vers les technologies environnementales ; la souveraineté technologique et la gestion de la transition numérique ;
- La mise en place d'un processus démocratique pour l'élaboration d'une nouvelle constitution pour la France et pour l'Europe.

Présentation plus détaillée du New Deal Européen de DiEM25 :

<https://diem25.org/new-deal-europeen/>

<https://diem25.org/wp-content/uploads/2017/03/Diem25-New-Deal-Europeen-fr.pdf>